



« LE COMMISSARIAT A PERDU 50 FONCTIONNAIRES EN 10 ANS »

Yves Lefèbre, secrétaire général du syndicat UNITÉ SGP POLICE FO a rencontré les fonctionnaires de Chalon ce mercredi matin.

Par Marion GIOUSE

Vous avez rencontré les policiers chalonnais pour la première fois ce mardi. Pour quelles raisons avez-vous décidé de ce déplacement ?

« J'ai été alerté par les délégués syndicaux sur la problématique du manque d'effectifs. Le commissariat de Chalon a perdu 50 fonctionnaires en 10 ans, alors que la zone d'intervention a été élargie. Les collègues de l'investigation ont des centaines de dossiers en attente, et pour que les services tournent, il faut en permanence bricoler. Les policiers aiment leur métier, c'est pour ça que ça tient. »



Dans ces conditions, pourquoi Chalon n'est pas ouvert à la mutation qui intervient au mois de septembre ?

« C'est la Direction générale de la Police, à Paris, qui fait les arbitrages. Cette année, 175 circonscriptions de police n'ont pas d'arrivée d'effectifs (les circonscriptions de police de Mâcon et du Creusot sont, elles, ouvertes à la mutation, N.D.L.R). C'est du jamais vu ! Le ministère de l'Intérieur a lancé la Police de sécurité du quotidien, mais la police nationale n'arrive déjà pas à remplir ses missions dans les petites villes comme Chalon. Sans tomber dans la paranoïa, je m'interroge sur les desseins réels des hommes politiques. »

Que sous-entendez-vous ?

« Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. Quand on veut fermer une usine, on assèche les commandes. Certaines orientations* laissent présager une volonté de redéploiement des forces de sécurité. Notre syndicat y est opposé, la police excelle en milieu urbain, la gendarmerie excelle en milieu rural, nous devons garder nos prérogatives. Quant au renforcement des missions des policiers municipaux, le risque est d'avoir une sécurité à géométrie variable en fonction des villes. Cela va dégrader la notion de sécurité qui, pour nous, doit rester une mission régaliennne de l'État. »

Les policiers en tenue ont-ils raison de craindre la remise en cause du «cycle des vacances fortes» mis en place à Chalon en janvier 2017 ?

« Notre syndicat est à l'origine de ces "vacations fortes". Si en mars 2019 cette expérimentation est rejetée, nous réagirons fortement : il n'y aura plus aucun policier sur la voie publique ! Ce système permet aux fonctionnaires en tenue de ne travailler qu'un week-end sur deux contre cinq sur six auparavant, et donc de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale (à Chalon, la mise en place de ce système a entraîné une réduction des arrêts maladie, N.D.L.R). Mais c'est un système qui nécessite au moins 40 fonctionnaires au service général pour que ça tourne. D'où l'inquiétude des Chalonnais, qui risquent de passer en dessous du seuil. Ce "vendredi fort", testé dans près d'un quart des circonscriptions de police de France, exige 13 % d'effectifs en plus. Ce n'est pas énorme, mais nous avons le sentiment que tout est fait pour mettre en difficulté ce cycle. »

« Si on laisse les effectifs en déflation complète, la police ne pourra plus assurer la continuité du service public dans les villes moyennes ». Yves Lefèbre, secrétaire général du syndicat UNITÉ SGP POLICE FO